

OPINION DISSIDENTE DE M. ANZILOTTI

1. — Il y a dans l'arrêt deux points à l'égard desquels il m'est impossible de me rallier à l'opinion de la Cour ; ce sont le rejet de la conclusion I *b* de la requête (écluse de Neerhaeren) et le rejet de la conclusion 1° de la demande reconventionnelle (barrage de Borgharen). A mon avis, la Cour aurait dû admettre l'une et l'autre conclusion.

Comme mon dissentiment a sa source dans une interprétation du Traité du 12 mai 1863 qui diffère de celle adoptée par la Cour, je crois de mon devoir d'en résumer en quelques mots les motifs.

Avant d'exposer mon opinion individuelle sur les deux points dont il s'agit, je dois cependant faire une observation d'ordre général.

Le dispositif de l'arrêt se borne à rejeter les conclusions de la demande principale et de la demande reconventionnelle. Selon moi, dans un procès qui avait principalement pour objet l'interprétation d'un traité par rapport à certains faits concrets et dans lequel le demandeur et le défendeur présentaient, sur chaque point, des conclusions indiquant l'interprétation que chacun d'eux désirait voir adopter par la Cour, celle-ci ne pouvait se limiter au simple rejet des conclusions du demandeur : elle devait se prononcer également sur les conclusions du défendeur et, en tout cas, dire pour droit ce qu'elle jugeait être la bonne interprétation du traité.

Les observations qui suivent ont été rédigées en partant de cette manière de concevoir la tâche de la Cour dans la présente affaire.

2. — La question de savoir si le fonctionnement de l'écluse de Neerhaeren, dont l'effet est de déverser dans le Zuid-Willemsvaart de l'eau de la Meuse prise ailleurs qu'à la rigole prévue à l'article premier, est ou n'est pas contraire au traité, dépend essentiellement de l'étendue de l'obligation que les deux Parties ont contractée, en stipulant dans cet article que la nouvelle prise d'eau à la Meuse « constituera la rigole d'alimentation pour tous les canaux situés en aval de cette ville », etc. Cette obligation est-elle simplement de ne pas construire d'autres prises d'eau à la Meuse constituant des rigoles d'alimentation pour lesdits canaux ? ou est-elle plutôt de ne pas alimenter ces canaux par de l'eau de la Meuse prise en dehors de la rigole conventionnelle, quelle que soit par ailleurs la manière dont se ferait l'alimentation (rigole, éclusage, pompage, etc.) ?

DISSENTING OPINION OF M. ANZILOTTI.

[*Translation.*]

1.—There are two points in the judgment in regard to which I am unable to agree with the opinion of the Court: these are the rejection of submission I *b* of the Application (the Neerhaeren Lock) and the rejection of submission 1° of the Counter-claim (the Borgharen barrage). In my opinion, the Court should have accepted both these submissions.

As my dissent is based on an interpretation of the Treaty of May 12th, 1863, differing from that adopted by the Court, it is fitting that I should state the reasons for it in a few words.

Before giving my individual opinion on the two points in question, I must however make a general observation.

The operative clause of the judgment merely rejects the submissions of the principal claim and of the Counter-claim. In my opinion, in a suit the main object of which was to obtain the interpretation of a treaty with reference to certain concrete facts, and in which both the Applicant and the Respondent presented submissions indicating, in regard to each point, the interpretation which they respectively wished to see adopted by the Court, the latter should not have confined itself to a mere rejection of the submissions of the Applicant: it should also have expressed its opinion on the submissions of the Respondent; and, in any case, it should have declared what it considered to be the correct interpretation of the Treaty.

It is from the standpoint of this conception of the functions of the Court in the present suit that the following observations have been drawn up.

2.—The question whether the functioning of the Neerhaeren Lock, the effect of which is to discharge into the Zuid-Willemsvaart water diverted from the Meuse elsewhere than at the feeder prescribed by Article I, is or is not contrary to the Treaty, depends, mainly, on the scope of the obligation which the two Parties contracted when they laid down in this Article that the new intake on the Meuse "shall constitute the feeder for all canals situated below that town", etc. Is this an obligation merely to refrain from constructing other intakes on the Meuse constituting feeders for the aforesaid canals? or is it an obligation to refrain from feeding these canals with water diverted from the Meuse elsewhere than at the treaty feeder, no matter by what method such feeding may be effected (by a conduit, by lockage, by pumping, etc.)?

Pris au pied de la lettre, le texte ne semble viser que des « rigoles d'alimentation » du genre de celle dont on prévoyait la construction.

Mais il est toujours dangereux de s'attacher au sens littéral des mots avant d'avoir déterminé l'objet et le but du traité, car c'est seulement dans ce traité et par rapport à ce traité que les mots, qui n'ont de valeur qu'en tant qu'expression de la volonté des Parties, assument leur véritable signification.

Or, le Traité du 12 mai 1863 repose, à mon avis, sur cette idée fondamentale, savoir que, pour les besoins des canaux situés en aval de Maestricht, ainsi que pour les irrigations de la Campine et des Pays-Bas, on prendra à la Meuse une quantité d'eau déterminée et pas davantage. La quantité d'eau à prendre à la Meuse est fixée par rapport au niveau du fleuve (art. IV) ; et ceci est en connexité étroite avec l'autre objet du traité, qui est d'assurer, moyennant un programme de travaux, un régime de la Meuse capable de maintenir et d'améliorer la navigabilité de ce fleuve, malgré la quantité d'eau relativement élevée que l'on allait lui soustraire (art. IX).

Si telle est vraiment l'économie du traité — et je ne vois pas la possibilité de le mettre en doute — il en résulte que le but essentiel de l'article premier n'est pas d'exclure d'autres rigoles d'alimentation. Son but est plutôt d'exclure toute alimentation des canaux dont il s'agit par de l'eau prise à la Meuse en dehors de la rigole conventionnelle, car c'est seulement à cette rigole que l'eau peut être mesurée et c'est seulement si l'eau ne dépasse pas la quantité fixée que le traité est régulièrement exécuté. Telles sont la raison d'être et la signification de la prise d'eau unique sanctionnée par l'article premier.

Il s'ensuit que l'obligation que les Parties ont contractée en stipulant que la nouvelle prise d'eau « constituera la rigole d'alimentation pour tous les canaux... » n'est pas seulement l'obligation de ne pas construire d'autres rigoles d'alimentation, mais l'obligation de ne pas alimenter ces canaux avec de l'eau prise à la Meuse ailleurs qu'à la rigole conventionnelle, quelle que soit la manière de la prendre et de la déverser dans les canaux dont il s'agit. On ne saurait d'ailleurs mettre en doute que la technique regarde l'eau d'éclusage comme un élément important, parfois même le plus important, de l'alimentation des canaux.

C'est en me fondant sur cette interprétation du traité que j'arrive à la conclusion que le fonctionnement de l'écluse de Neerhaeren, dont l'effet est de déverser dans le Zuid-Willemsvaart une certaine quantité d'eau de la Meuse prise à Monsin en plus de la quantité fixée par l'article IV, est contraire à ce traité.

If the text is taken literally, it seems only to refer to “feeders” of the same sort as the one which the Treaty ordered to be constructed.

But it is always dangerous to be guided by the literal sense of the words before one is clear as to the object and intent of the Treaty; for it is only in this Treaty, and with reference to this Treaty, that these words—which have no value except in so far as they express the intention of the Parties—assume their true significance.

The Treaty of May 12th, 1863, is based, in my opinion, on the fundamental principle that a certain quantity of water, and no more, will be taken from the Meuse to supply the needs of the canals situated below Maestricht and for the irrigation works in the Campine and the Netherlands. The quantity of water to be withdrawn from the Meuse is fixed with reference to the level of the river (Art. IV); and this provision is closely connected with the other object of the Treaty, which is to institute a régime on the Meuse, by means of a programme of works that would maintain and improve the navigability of that river in spite of the relatively large quantity of water which it was proposed to withdraw from it (Art. IX).

If that is really the system of the Treaty—and I do not see how it can be questioned—it follows that the essential purpose of Article I is not to exclude other feeders. Its object is rather to exclude any feeding of the canals in question with water withdrawn from the Meuse elsewhere than at the treaty feeder; for it is only at that feeder that the water can be measured, and it is only if its volume remains within the limits laid down, that the Treaty is being regularly executed. That is the reason, and that is the significance, of the single feeder which is sanctioned by Article I.

It follows that the obligation which the Parties assumed when they laid down that the new intake would “constitute the feeder for all canals....” is not merely an obligation to refrain from constructing other feeders, but is an obligation to refrain from supplying these canals with water taken from the Meuse elsewhere than at the treaty feeder, no matter by what method it is taken or by what method it is discharged into the canals in question. Moreover, it cannot be disputed that engineers regard lockwater as an important, in some cases the most important, factor in the feeding of canals.

Founding myself on this interpretation of the Treaty, I am led to the conclusion that the functioning of the Neerhaeren Lock, the effect of which is to discharge into the Zuid-Willemsvaart a certain quantity of Meuse water diverted at Monsin in excess of the quantity laid down in Article IV, is contrary to this Treaty.

Peu importe si ce surplus d'eau déversée dans le Zuid-Willemsvaart n'a pas accéléré la vitesse du courant dans ce canal au delà du maximum prévu à l'article III. Ce maximum constitue une limite du volume d'eau qu'on peut régulièrement prendre à la rigole conventionnelle, en vertu de l'article V, alinéa 2 ; le fait de ne pas le dépasser ne saurait avoir pour conséquence de rendre légitime un puisement d'eau à la Meuse qui est en soi-même contraire au traité.

Il est vrai que ce traité prévoit (art. II) la construction d'une écluse, dont l'effet devait être de faire passer dans le Zuid-Willemsvaart de l'eau de la Meuse venant de Liège par le canal Liège-Maestricht. Il faut cependant observer que la construction de cette écluse était une conséquence nécessaire des travaux prescrits par le traité (art. II et III) en vue d'assurer l'écoulement de l'eau de la nouvelle prise dans le Zuid-Willemsvaart. Le seul argument qu'on peut en tirer à l'appui de la thèse contraire est donc que l'eau déversée par cette écluse n'est pas calculée dans la quantité fixée à l'article IV. Or, il est constant — et les deux Parties sont d'accord à la reconnaître — que la quantité totale moyenne d'eau d'éclusage déversée par cette écluse est minime et inférieure à la marge d'erreurs allouée pour la mesure de l'eau fixée à l'article IV. Il est donc naturel que les auteurs du traité n'aient pas tenu compte de cette eau.

Mais on dépasse les intentions raisonnables des Parties si on prétend en déduire que, puisque l'écluse 19, pour faire passer les bateaux, apporte au Zuid-Willemsvaart un volume d'eau qui vient s'ajouter au volume d'eau puisé à la Meuse par la rigole conventionnelle, il est permis de construire d'autres écluses remplissant la même fonction et ayant le même effet. Toute l'économie du traité est alors bouleversée.

3. — La conclusion I b de la requête doit cependant être considérée aussi à un autre point de vue.

Avant la construction, par la Belgique, de l'écluse de Neerhaeren, les Pays-Bas avaient construit et mis en service l'écluse du Bosscheveld, dont l'effet est également de faire passer dans le Zuid-Willemsvaart une quantité d'eau prise à la Meuse ailleurs qu'à la rigole conventionnelle et partant en plus de la quantité fixée à l'article IV du traité. Les Pays-Bas prétendent qu'ils avaient le droit de construire l'écluse du Bosscheveld, car, en vertu de l'article V, alinéa 2, ils seraient autorisés à prendre de l'eau à la Meuse ailleurs qu'à la rigole conventionnelle et à la déverser dans le Zuid-Willemsvaart, à la seule condition que la vitesse du courant dans ce canal ne dépasse

It matters little that this surplus water discharged into the Zuid-Willemsvaart has not increased the velocity of the current in this canal beyond the maximum limit laid down in Article III. That maximum constitutes a limit for the volume of water which may lawfully be withdrawn at the treaty feeder, in virtue of Article V, paragraph 2; the fact that it is not exceeded could not have the effect of legalizing a withdrawal of water from the Meuse which is, in itself, contrary to the Treaty.

It is true that this Treaty provides (Art. II) for the construction of a lock, the result of which would be to discharge into the Zuid-Willemsvaart Meuse water conveyed from Liège by the Liège-Maastricht Canal. It must however be pointed out that the construction of that lock was a necessary consequence of the works prescribed by the Treaty (Arts. II and III) in order to enable the Zuid-Willemsvaart to discharge the water received through the new intake. The only argument which can be drawn from it, in support of the opposite view, is, therefore, that the water discharged through this lock is not included in the quantity laid down in Article IV. But it is admitted—and both Parties are agreed on this point—that the total average quantity of lock-water discharged by this lock is very small, and is less than the margin of error allowed in measuring the volume of water prescribed in Article IV. It was therefore quite natural that the authors of the Treaty should not have taken this water into account.

But it would be going beyond the reasonable intentions of the Parties to seek to infer from this fact that, because lock 19, in affording passage to barges, discharges into the Zuid-Willemsvaart a volume of water which supplements that taken from the Meuse by the treaty feeder, it is lawful to construct other locks, performing the same function and producing the same effects. This would subvert the whole system of the Treaty.

3.—Submission I *b* of the Application must however be considered also from another point of view.

Before Belgium had constructed the Neerhaeren Lock, the Netherlands had constructed and brought into use the Bosscheveld Lock, which also had the effect of conveying into the Zuid-Willemsvaart a certain quantity of water drawn from the Meuse elsewhere than at the treaty feeder, and, consequently, in excess of the volume laid down in Article IV of the Treaty. The Netherlands allege that they were entitled to construct the Bosscheveld Lock because in virtue of Article V, paragraph 2, they were authorized to withdraw water from the Meuse elsewhere than at the treaty feeder, and to discharge it into the Zuid-Willemsvaart, subject only to the condition

pas le maximum prévu à l'article III. La Belgique conteste cette interprétation et soutient que, réserve faite de la possibilité d'augmenter la quantité d'eau à prendre à la rigole conventionnelle, les droits et obligations des deux États sont les mêmes.

Cela dit, il est évident que la première chose à faire est de voir quelle attitude prenait la Partie défenderesse à l'égard de la demande concernant l'écluse de Neerhaeren.

A la conclusion I *b* de la requête, le Gouvernement belge, outre la demande générale de déclarer non fondées les conclusions de la Partie demanderesse, opposait la demande à la Cour de juger et dire pour droit « que l'alimentation du Zuid-Willemsvaart ainsi que du canal de jonction de la Meuse à l'Escaut et de ses embranchements n'est pas devenue contraire au traité par le fait qu'à l'eau de Meuse amenée par la prise d'eau de Maestricht viendrait se mêler l'eau d'éclusage provenant de la manœuvre, opérée sans fraude pour le passage des bateaux, de l'écluse de Neerhaeren, laquelle ne peut être traitée plus défavorablement que l'écluse du Bosscheveld » (conclusion 2^o du Contre-Mémoire).

Si on fait abstraction pour un moment de la dernière phrase : « laquelle ne peut être traitée », etc., il est évident que ce que la Belgique demandait à la Cour était de donner une interprétation du traité sur le point de droit soulevé par la conclusion I *b* de la requête. On peut donc constater que les deux Parties étaient d'accord pour demander à la Cour cette interprétation.

Ce résultat est-il contredit par la dernière phrase de la conclusion, dans laquelle le Gouvernement belge mettait en jeu l'écluse du Bosscheveld ? Ma réponse est nettement négative ; je ne puis voir dans cette phrase qu'un rappel de la thèse belge de l'égalité des deux États à l'égard du Traité de 1863 et, par tant, un argument à l'appui de l'interprétation demandée. Il est évident, en effet, que le Gouvernement belge ne pouvait guère penser que la Cour, étant arrivée à la conclusion que le traité défend d'alimenter les canaux situés à l'aval de Maestricht par de l'eau d'éclusage prise à la Meuse ailleurs qu'à la rigole conventionnelle, changerait d'avis et modifierait son interprétation ensuite de l'existence de l'écluse du Bosscheveld. Car, ou bien la Cour serait d'avis que cette écluse est justifiée par l'article V, alinéa 2, comme le prétendent les Pays-Bas, et son existence ne toucherait en rien l'écluse de Neerhaeren ; ou bien la Cour serait d'avis que l'article V, alinéa 2, n'a pas la portée que lui attribuent les Pays-Bas et elle ne pourrait que constater que l'écluse du Bosscheveld est, elle aussi, contraire au traité.

that the speed of the current of that canal was not caused to exceed the maximum limit laid down in Article III. Belgium disputes that interpretation, and maintains that, subject to the possibility of increasing the volume of water that may be diverted through the treaty feeder, the rights and obligations of the two States were identical.

Having regard to the foregoing, it is clear that the first thing to do is to ascertain what is the attitude of the respondent Party in regard to the claim concerning the Neerhaeren Lock.

The Belgian Government, in opposing submission I *b* of the Application—in addition to its general request that the submission of the applicant Party shall be declared to be ill-founded—asks the Court to adjudge and declare that “the feeding of the Zuid-Willemsvaart and the canal joining the Meuse and the Scheldt and its branches is not rendered incompatible with the Treaty mentioned above by the fact that lockage water arising from the working of the Neerhaeren Lock—operated *bona fide* for the passing of boats—is added to the water from the Meuse coming from the intake at Maestricht, as the Neerhaeren Lock cannot be treated less favourably than the Bosscheveld Lock” (submission 2° of the Counter-Memorial).

Disregarding for the moment the last phrase “which cannot be treated less favourably”, etc., it is clear that what Belgium is asking the Court to do is to give an interpretation of the Treaty on the point of law raised by submission I *b* of the Application. It is therefore evident that both Parties were agreed in asking the Court for this interpretation.

Is this view controverted by the last sentence of the submission in which the Belgian Government brings the Bosscheveld Lock into consideration? My answer is definitely in the negative; I see nothing more in these words than an allusion to the Belgian contention of the equality of the two States in regard to the Treaty of 1863, and consequently an argument in support of the interpretation which the Court is asked to give. For it is manifest that the Belgian Government could scarcely suppose that the Court, having reached the conclusion that the Treaty prohibits the feeding of canals situated below Maestricht by lock-water taken from the Meuse elsewhere than at the treaty feeder, would subsequently change its opinion and alter its interpretation in consequence of the existence of the Bosscheveld Lock. For either the Court would consider that this lock is justified by Article V, paragraph 2, as the Netherlands contend, so that its existence could in no way affect the Neerhaeren Lock; or the Court would consider that Article V, paragraph 2, does not possess the meaning attributed to it by the Netherlands, and then it could only conclude that the Bosscheveld Lock is also contrary to the Treaty.

Sans doute, le Gouvernement belge aurait pu demander à la Cour, pour le cas où celle-ci n'aurait pas accepté son interprétation du traité, de déclarer que même l'écluse du Bosscheveld est contraire audit traité ; il n'avait qu'à présenter une conclusion subsidiaire à la conclusion 2° du Contre-Mémoire. Cette conclusion, le Gouvernement belge ne l'a pas présentée ; cela, c'est son affaire, et la Cour n'avait pas à s'en occuper. Il ne reste pas moins vrai que ce Gouvernement demandait l'interprétation du traité par rapport à l'écluse de Neerhaeren, comme le demandait le Gouvernement des Pays-Bas : ceci suffisait, à mon avis, pour mettre la Cour dans l'obligation de statuer sur la conclusion I b de la requête et 2° du Contre-Mémoire, sans qu'elle eût à se préoccuper aucunement de l'existence de l'écluse du Bosscheveld ; j'ai déjà indiqué les motifs pour lesquels la Cour aurait dû admettre la conclusion I b de la requête et rejeter la conclusion 2° du Contre-Mémoire.

Mais la question se représente sous un autre aspect. La conclusion I b de la requête n'était pas la seule qui avait trait à l'écluse de Neerhaeren. Par la conclusion II b, les Pays-Bas demandaient à la Cour de condamner la Belgique « à faire cesser les alimentations jugées contraires au traité et à n'en point effectuer de nouvelles » ; aucun doute que cette conclusion visât en tout premier lieu le fonctionnement de l'écluse de Neerhaeren.

A mon avis, le mot *condamner* n'est pas tout à fait à sa place dans la juridiction internationale ; en tout cas, il est employé dans un sens qui a des rapports assez éloignés avec ce qu'on entend par *condamnation* dans le droit national. Ce que les Pays-Bas demandaient par la conclusion II b était en réalité que la Cour déclarât que la Belgique était tenue à exécuter le traité en supprimant certaines alimentations. Tandis que la conclusion I b visait l'interprétation, la conclusion II b visait l'exécution du traité.

Or, le Gouvernement belge avait présenté, dans sa Duplique, certaines conclusions subsidiaires, dont la deuxième était ainsi formulée : « Dire qu'en effectuant certains travaux d'art contrairement aux prescriptions du traité, la Partie demanderesse a perdu le droit d'invoquer celui-ci contre la Partie défenderesse ».

Il s'agissait d'une conclusion subsidiaire, pour « le cas où, sur certains points, la Cour ne pourrait admettre les conclusions de la Partie défenderesse » ; donc, d'une conclusion qui ne se posait, en ce qui concerne l'écluse de Neerhaeren, que si la Cour, en statuant sur les conclusions I b de la requête et 2° du Contre-Mémoire, rejetait l'interprétation soutenue par le

No doubt the Belgian Government might have asked the Court, in case the latter should not accept its interpretation of the Treaty, to declare that the Bosscheveld Lock is itself contrary to the said Treaty; it would only have needed to present an alternative submission to submission 2° of the Counter-Memorial. But the Belgian Government did not present any such submission; that is its own affair and the Court did not need to concern itself with the matter. It is none the less true that the Belgian Government asked for the interpretation of the Treaty with reference to the Neerhaeren Lock just in the same way as this had been requested by the Netherlands Government: this circumstance suffices in my opinion to oblige the Court to give a decision on submission I *b* of the Application and on submission 2° of the Counter-Memorial, without concerning itself in any way with the existence of the Bosscheveld Lock; I have already mentioned the grounds on which the Court should have admitted submission I *b* of the Application and rejected submission 2° of the Counter-Memorial.

But there is another aspect of the question. Submission I *b* of the Application is not the only one which relates to the Neerhaeren Lock. In submission II *b*, the Netherlands asked the Court to condemn (*condamner*) Belgium "to discontinue any feeding held to be contrary to the said Treaty and to refrain from any further such feeding"; there can be no doubt that this submission has primarily in view the functioning of the Neerhaeren Lock.

In my opinion the word *condemn* ("*condamner*") is not entirely appropriate in international proceedings; in any case, it is employed in a sense which is only remotely connected with that of *condemnation* in national law. What the Netherlands ask in submission II *b* is, in fact, that the Court should declare that Belgium is bound to carry out the Treaty and to discontinue effecting certain supplies of water. While submission I *b* seeks for an interpretation of the Treaty, submission II *b* seeks for its execution.

In its Rejoinder, the Belgian Government presented certain alternative submissions, the second of which is worded as follows: "To find that, by constructing certain works contrary to the terms of the Treaty, the Applicant has forfeited the right to invoke the Treaty against the Respondent".

This was an alternative submission "in case the Court should be unable on certain points to find in accordance with the submissions of the Respondent"; in fact, it is a submission which only arises, so far as concerns the Neerhaeren Lock, in case the Court, in deciding on submission I *b* of the Application and on submission 2° of the Counter-Memorial, should

Gouvernement belge. A mon point de vue, la Cour aurait partant dû statuer sur la conclusion subsidiaire.

L'admissibilité de cette conclusion dépend de deux circonstances ; savoir, que la règle de droit sur laquelle elle se fonde soit applicable dans les rapports entre États et que les Pays-Bas, en construisant l'écluse du Bosscheveld, n'aient pas accompli l'obligation que leur imposait le traité.

En ce qui concerne le premier point, je n'ai vraiment aucun doute que le principe qui est à la base de cette conclusion (*inadimplenti non est adimplendum*) soit si juste, si équitable, si universellement reconnu qu'il doive être appliqué aussi dans les rapports internationaux. Il s'agit, en tout cas, d'un de ces « principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées » que la Cour applique en vertu de l'article 38 de son Statut.

En ce qui concerne le second point, je suis également d'avis que l'exception du Gouvernement belge était fondée. S'il est vrai que les Pays-Bas, en vertu de l'article V, alinéa 2, ont le droit, que la Belgique n'a pas, d'« augmenter le volume d'eau à puiser à la Meuse », il n'est pas moins vrai que l'eau doit être prise à la rigole conventionnelle : le texte de cet alinéa est parfaitement clair et ne laisse aucun doute à ce propos. Il s'ensuit que l'obligation imposée par l'article premier et dont la portée a été précisée ci-dessus, s'applique aux Pays-Bas aussi bien qu'à la Belgique : l'alimentation du Zuid-Willemsvaart par l'écluse du Bosscheveld avec de l'eau prise à la Meuse ailleurs qu'à la rigole conventionnelle est donc contraire au traité.

Pour résumer ma manière de voir, je crois que la Cour aurait dû :

statuant sur les conclusions I *b* de la requête et 2° du Contre-Mémoire, admettre la première, rejeter la seconde, dire pour droit que l'alimentation des canaux visés à l'article premier du traité, par l'écluse de Neerhaeren, avec de l'eau prise à la Meuse ailleurs qu'à la rigole conventionnelle est contraire audit traité ;

statuant sur la conclusion II *b* de la requête et sur la conclusion subsidiaire de la Duplique, admettre la seconde et rejeter la première, dans la mesure où l'une et l'autre ont trait à l'écluse de Neerhaeren ; dire pour droit qu'ensuite de la construction de l'écluse du Bosscheveld, les Pays-Bas se sont mis dans une situation qui les empêche d'invoquer le traité pour faire cesser l'alimentation desdits canaux par l'écluse de Neerhaeren.

reject the interpretation maintained by the Belgian Government. In my view, the Court should therefore have given a decision on the alternative submission.

The admissibility of this submission depends on two conditions, namely, whether the legal rule on which it founds itself is applicable in relations between States, and whether the Netherlands, by constructing the Bosscheveld Lock, were failing to execute the obligation imposed on them by the Treaty.

As regards the first point, I am convinced that the principle underlying this submission (*inadimplenti non est adimplendum*) is so just, so equitable, so universally recognized, that it must be applied in international relations also. In any case, it is one of these "general principles of law recognized by civilized nations" which the Court applies in virtue of Article 38 of its Statute.

As regards the second point, I am also of opinion that the Belgian Government's objection is well founded. If it is true that the Netherlands, in virtue of Article V, paragraph 2, have the right, which Belgium does not possess, to "increase the volume of water taken from the Meuse", it is none the less true that this water has to be withdrawn through the treaty feeder: the text of this paragraph is perfectly clear and allows of no doubt on that point. It follows that the obligation imposed by Article I, the scope of which has been explained above, applies to the Netherlands as well as to Belgium: the feeding of the Zuid-Willemsvaart by the Bosscheveld Lock with water diverted from the Meuse elsewhere than at the treaty feeder is therefore contrary to the Treaty.

To sum up my point of view, I consider that the Court should have proceeded as follows:

in passing upon submissions I *b* of the Application and 2° of the Counter-Memorial, the Court should have allowed the former and rejected the latter, and it should have adjudged and declared that the feeding of the canals referred to in Article I of the Treaty, through the Neerhaeren Lock, with water taken from the Meuse elsewhere than at the treaty feeder, is contrary to the Treaty;

in passing upon submission II *b* of the Application and on the alternative submission of the Rejoinder, the Court should have allowed the latter and rejected the former, in so far as either of the said submissions relates to the lock at Neerhaeren; it should have adjudged and declared that, as a result of the construction of the Bosscheveld Lock, the Netherlands have placed themselves in a position which precludes them from invoking the Treaty to obtain a cessation of the feeding of the aforesaid canals through the Neerhaeren Lock.

4. — L'interprétation du Traité de 1863, qui me porte à conclure que les écluses de Neerhaeren et du Bosscheveld sont contraires à ce traité, me porte à la même conclusion en ce qui concerne le barrage de Borgharen.

J'ai dit ci-dessus que l'idée fondamentale du traité a été de concilier la satisfaction de certains intérêts relatifs aux canaux et aux irrigations visés dans l'article premier avec l'intérêt de la navigation sur la Meuse ; j'ai dit également que cette conciliation a été réalisée moyennant, d'un côté, la fixation de la quantité d'eau à prendre à la Meuse et, de l'autre côté, un programme de travaux capables d'assurer la navigabilité du fleuve, malgré la diminution de son volume d'eau.

C'est précisément dans ce but que la quantité d'eau qu'il est permis de prendre à la Meuse a été fixée dans l'article IV en tenant compte de la hauteur des eaux du fleuve. Les variations prescrites dans cet article selon que la hauteur des eaux de la Meuse se trouve au-dessus de l'étiage de ce fleuve, ou à l'étiage ou au-dessous, ainsi que selon les mois de l'année, sont partant une partie essentielle du règlement intervenu entre les deux États. Un ouvrage d'art qui les supprime, comme l'a fait le barrage de Borgharen, est par cela même contraire au traité.

S'il est vrai que les Pays-Bas ont le droit d'augmenter la quantité d'eau à prendre par la rigole conventionnelle, conformément aux articles V, alinéa 2, et XI, il n'est pas moins vrai que ce droit est lui-même subordonné au cours naturel du fleuve : rien, dans le traité, n'autorise les Pays-Bas à modifier ce cours à leur profit. L'article XI prévoit des travaux « rendant nécessaire l'augmentation du volume d'eau à puiser à la Meuse », et non pas des travaux ayant pour but et pour effet d'augmenter ce volume. Les travaux prévus dans l'article XI sont donc des travaux relatifs à des canaux de navigation ou à des irrigations au delà de Loozen. Il n'a d'ailleurs pas été allégué, et on ne saurait le prétendre, que les Pays-Bas ont construit le barrage de Borgharen dans le but d'augmenter la quantité d'eau à prendre par eux à la rigole conventionnelle : la vérité est que l'eau est augmentée jusqu'à atteindre le maximum pendant toute l'année et la Meuse en a été proportionnellement appauvrie, parce que les Pays-Bas, dans un tout autre but, ont construit ce barrage.

Comme, à mon avis, le barrage de Borgharen constitue une violation, notamment, de l'article IV du traité, dont le but est d'établir une certaine proportion entre le volume d'eau assigné aux canaux visés dans l'article premier et le volume d'eau qui

4.—The interpretation of the Treaty of 1863 which leads me to conclude that the Neerhaeren and Bosscheveld Locks are contrary to the Treaty has led me to a like conclusion in regard to the Borgharen barrage.

I have already said that the fundamental idea of the Treaty was to reconcile the satisfying of certain interests relating to the canals and irrigation works referred to in Article I with the interests of navigation on the Meuse; I have also said that this reconciliation was effected, on the one hand, by fixing the quantity of water which might be taken from the Meuse, and, on the other hand, by laying down a programme of works calculated to conserve the navigability of the river, in spite of the reduction in its volume of water.

It was precisely with this object that the quantity of water which might lawfully be taken from the Meuse was fixed in Article IV in relation to the depth of water in the river. The variations prescribed in that Article, according as the surface of the Meuse is above the low level of that river, or at the low level, or below it, and also according to the different months of the year, are consequently an essential part of the settlement agreed upon between the two States. A structure which abolishes these variations as is done by the barrage at Borgharen is consequently, by reason of that very fact, contrary to the Treaty.

Though it is true that the Netherlands are entitled to increase the quantity of water to be withdrawn by the treaty feeder in virtue of Article V, paragraph 2, and Article XI, it is equally true that this right is itself conditioned by the natural flow of the river: there is nothing in the Treaty which authorizes the Netherlands to modify that flow for their own benefit. Article XI provides for works "necessitating an increase in the volume of water to be withdrawn from the Meuse", not for works having as their purpose and effect an increase in the volume of water discharged through the treaty feeder. The works provided for in Article XI are, therefore, works relating to navigation canals or to irrigation works beyond Loozen. It has not been alleged, and it could not be contended, that the Netherlands made the Borgharen barrage with the object of increasing the quantity of water to be withdrawn through the treaty feeder; the fact is that the volume of water has been increased, so that it stands at the maximum limit throughout the whole year, and the Meuse has been proportionately depleted, owing to the construction of this barrage by the Netherlands with a totally different object.

As, in my opinion, the Borgharen barrage constitutes an infraction, in particular, of Article IV of the Treaty, the purpose of which was to establish a certain proportion between the volume of water allotted to the canals referred to in Article I

doit rester à la Meuse, je ne saurais attacher d'importance au fait que la Belgique n'en aurait ressenti aucun préjudice et s'en serait plutôt avatagée. L'existence d'un dommage aurait de l'importance si la Belgique avait présenté une demande en dommages-intérêts, mais elle ne demande que l'interprétation du traité. Il est d'ailleurs fort possible que les intérêts de la navigation mosane aient beaucoup changé depuis 1863 et que la diminution de la quantité d'eau laissée au fleuve soit loin d'avoir l'importance qu'elle aurait eu dans le passé ; il n'est pas moins vrai que le traité est ce qu'il est et qu'il n'appartient pas à l'une des Parties de rendre impossible l'exécution de telle ou telle de ses dispositions, notamment d'une disposition aussi fondamentale que l'article IV, sans le consentement de l'autre.

Pour ces motifs, je crois que la Cour aurait dû admettre la conclusion 1^o de la demande reconventionnelle, rejeter la conclusion III 1) de la Réplique et dire pour droit que le fait d'empêcher, par le barrage de Borgharen, que la quantité d'eau de Meuse, qui passe par la rigole conventionnelle, varie selon la hauteur des eaux de la Meuse, conformément à l'article IV du traité, et de maintenir constamment ladite quantité au maximum, est contraire à ce traité.

(Signé) D. ANZILOTTI.

and the volume of water which was to be left in the Meuse, I am unable to attribute importance to the argument that Belgium has suffered no injury by the construction of the barrage, but that she has rather benefited by it. The existence of an injury would be relevant if Belgium had made a claim for damages, but she has simply asked for the interpretation of the Treaty. Moreover, it is quite possible that the interests of navigation on the Meuse have altered considerably since 1863, and that the decrease in the quantity of water left in the river may now be of far less importance than it would have been in the past; but it is none the less true that the Treaty says what it does say, and that one of the Parties to it is not entitled, without the consent of the other Party, to render certain of its provisions incapable of execution, in particular a provision so fundamental as Article IV.

For these reasons, I consider that the Court should have accepted submission 1° of the Counter-claim, should have rejected submission III (1) of the Reply, and should have adjudged and declared that the fact of making it impossible, by the construction of the Borgharen barrage, for the quantity of Meuse water discharged through the treaty feeder to vary according to the level of the Meuse, as provided in Article IV of the Treaty, and of constantly maintaining that quantity at its maximum amount, is an infraction of the Treaty.

(Signed) D. ANZILOTTI.